ASSEMBLÉE NATIONALE

15 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-CF776

présenté par

M. Jean-Philippe Tanguy et les membres du groupe Rassemblement National

ARTICLE 27**ÉTAT B****Mission « Écologie, développement et mobilité durables »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	8 900 000 000
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	0	0
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	0
TOTAUX	0	8 900 000 000
SOLDE	-8 900 000 000	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement d'appel

Le montant des crédits de l'action n° 17 du programme 345 est présenté de façon incomplète.

Non seulement l'ouverture d'un tel montant de crédits nouveaux au budget de l'État nécessiterait une présentation des crédits nettement plus étoffée, mais l'on peut s'interroger sur la sincérité des inscriptions présentées, dans la mesure où il est précisé que les prévisions pour l'action n° 17 s'élèvent à 18,96 Mds €, dont 6,24 Mds € pour le gaz et 12,72 Mds € pour l'électricité, et non pas 8,9 Mds € tels que présentés au vote des parlementaires. Le manque d'explications sur d'éventuelles contractions de dépenses et le déficit de spécialité des dépenses concernées, à ce niveau de montants de crédits, est particulièrement problématique pour la bonne information des parlementaires.

Cet amendement d'appel a pour objectif d'interpeler le Gouvernement sur le manque d'information des parlementaires sur le détail de cette action, dont le montant est plus que significatif dans le budget 2023.